

second lieu, qu'il y ait une réduction selon un plan établi et par étapes des forces canadiennes en Europe. Questionné sur l'importance et l'échelonnement de la réduction par étapes, il a répondu que ces questions feraient l'objet de la seconde phase de son étude. J'en ai déduit que tout était possible, y compris le retrait total. Certes, je comprends qu'il s'agit d'une interprétation optimiste et que la déclaration pourrait également signifier la réduction éventuelle de nos troupes d'Europe et non pas leur retrait total. D'après mon collègue qui siège derrière moi et à ma gauche, cela signifie qu'il y aura toujours des forces canadiennes stationnées en Europe et, je le répète, j'espère que cette réduction entraînera leur retrait total.

En tant que membre du comité des affaires extérieures, j'ai participé à l'étude complète de la question de l'OTAN, y compris l'étude de deux mois faite au Canada et celle qui a duré deux semaines en Europe. En réponse à certaines des critiques dirigées contre ce comité, je tiens à dire qu'il a fait en Europe un travail extrêmement précieux. Si le gouvernement canadien veut consacrer en Europe des millions de dollars à la défense et aux affaires extérieures, il est essentiel que les représentants élus du peuple canadien sachent comment et pourquoi cet argent sera dépensé.

A la suite de notre examen, nous en avons conclu que nous devrions rester au sein de l'Alliance de l'OTAN et retirer un certain nombre de nos militaires d'Europe. Je voudrais traiter de ces deux aspects. Au dire du premier ministre, notre politique étrangère passe au premier plan et notre politique militaire doit se conformer aux objectifs de notre politique étrangère. Je suis parfaitement d'accord. Les buts de notre politique étrangère devraient être le règne de la paix et de la justice entre les nations, une garantie pour les nations contre toute agression, intervention et domination et, pour tendre vers ces objectifs, nous devons, je crois, faire partie de l'Alliance de l'OTAN.

La situation actuelle en Europe peut devenir dangereuse pour la paix mondiale. L'enjeu est considérable dans cette Europe, siège des deux camps armés les plus dévastateurs du monde, les nations du pacte de Varsovie et les armées de l'OTAN. Un incident de peu d'importance pourrait dégénérer en Europe, plus rapidement que dans toute autre région du monde, en une guerre d'envergure.

S'il y a opposition entre le pacte de Varsovie et l'OTAN, le Canada devrait participer aux délibérations du Conseil de l'OTAN pour s'assurer que les politiques de cet organisme visent à la détente et au désarmement, vis-à-vis du pacte de Varsovie, plutôt qu'à la guerre. Notre politique au sein de l'OTAN devrait viser à la détente, comme le signalait

le rapport Harmel et comme l'a déclaré l'OTAN en nombre d'occasions. Elle devrait s'efforcer d'aboutir, de concert avec les pays du pacte de Varsovie, au désarmement et à la restriction des armements. J'espère que le Canada adoptera, comme par le passé, cette politique au sein de l'OTAN, eu égard surtout à ce qui s'est produit en Tchécoslovaquie et que des membres de l'OTAN semblent considérer comme une occasion d'accroître nos armements en Europe. Je m'y opposerais. J'espère que nous n'en profiterions pas pour encourager la course aux armements en Europe, mais garderions notre sang-froid et essaierions quand même de réaliser un désarmement partiel et de créer une certaine détente.

● (4.30 p.m.)

Si notre politique au sein de l'OTAN est axée sur la détente, alors je crois que notre rôle militaire à l'OTAN doit découler de notre rôle politique. Il me semble donc que la seule politique du Canada touchant l'OTAN qui soit fidèle à cette idée de détente est de retirer nos troupes d'Europe et de réserver à l'OTAN des troupes qui seront en garnison au Canada.

J'aimerais discuter les raisons qui ont inspiré cette politique. Quelques membres qui ont parlé au cours du débat, dont le chef de l'opposition, ont dit qu'ils aimeraient que quelqu'un démontre ici qu'il est préférable pour notre sécurité d'avoir des troupes au Canada que d'en avoir en Europe. Ma foi, si en retirant nos troupes d'Europe nous créons une situation de détente, alors, il me semble que nous assurons notre sécurité. Je crois qu'il est dans l'intérêt de notre sécurité de tenter de réduire la confrontation en Europe et d'amener une détente. C'est pourquoi j'estime que notre sécurité serait bien plus grande si nos troupes étaient ici, au Canada, au lieu d'être en Europe. Il n'est pas normal qu'en temps de paix, les troupes d'un pays situé au-delà de l'océan soient postées en Europe, le long d'un prétendu front, qui ressemble presque à un front de bataille.

Il me semble en outre que le Canada, malgré ses ressources limitées, essaie de jouer trop de rôles. Le Canada avec ses 20 millions d'habitants environ, n'est pas un grand pays. Néanmoins, nous avons des troupes dans cinq régions du monde. Nous en avons au Canada qui jouent peut-être un rôle de défense. Nous avons des troupes ici pour diverses fins. Nous jouons un rôle militaire dans l'Atlantique, et nous en jouons un dans le Pacifique grâce à notre force navale. Nous contribuons au maintien de la paix sous l'égide des Nations Unies, et nous avons des troupes en Europe. Voilà les cinq régions où se trouvent nos forces. Je n'ai pas mentionné notre frontière du côté de l'océan Arctique.

[M. Allmand.]